Document generated on 10/12/2024 12:59 a.m.

Cahiers de recherche sociologique

Une économiste critique et féministe dans le Québec des années soixante-dix à quatre-vingt-dix

Ruth Rose

Number 34, 2000

Les universitaires et la gauche

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1002427ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1002427ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)
1923-5771 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Rose, R. (2000). Une économiste critique et féministe dans le Québec des années soixante-dix à quatre-vingt-dix. *Cahiers de recherche sociologique*, (34), 55–77. https://doi.org/10.7202/1002427ar

Copyright © Cahiers de recherche sociologique, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Cahiers de recherche sociologique, no 34, 2000

Une économiste critique et féministe dans le Québec des années soixante-dix à quatre-vingt-dix

Ruth ROSE

Expatriée américaine, économiste, enseignant dans une discipline où les femmes représentent toujours moins de 15 % du corps professoral universitaire, j'ai trouvé dans le Québec des années soixante-dix un contexte qui a rendu possible une pratique professionnelle et militante à la fois valorisante pour moi et utile pour la société québécoise. Le mouvement féministe québécois est particulièrement bien organisé et jouit d'une assez bonne écoute parmi les décideurs québécois — beaucoup moins à l'échelle canadienne. À l'intérieur de ce mouvement, j'ai joué un rôle qui a permis à certaines organisations de femmes (ainsi que des syndicats et des groupes communautaires) de s'informer et de s'outiller en matière économique à un degré qui n'aurait pas été atteint en mon absence.

La première partie de l'article décrit le contexte qui m'a amenée à une carrière universitaire plutôt inusitée. Ce contexte est d'abord lié à la situation particulière du Québec francophone dans une mer nord-américaine anglophone, à son «retard historique» et aux circonstances spéciales créées à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) par la Révolution tranquille des années soixante.

Dans la deuxième partie, je parlerai de mes racines intellectuelles propres par rapport à la fois à la science économique dominante et aux analyses politiques marxiste, kaleckienne, keynésienne et institutionnaliste. Je traiterai également du mouvement féministe, de son évolution au cours des trois dernières décennies et de mon rôle en tant

que soutien technique dans l'élaboration et la défense de certaines revendications à caractère économique, au moyen de la recherche-action.

Pour finir, je propose quelques réflexions sur «l'intellectuelle dans la cité» et sur les conditions nécessaires pour que les universitaires puissent maintenir une présence critique et utile dans les débats de société dans le contexte de néolibéralisme actuel. J'en profiterai pour aborder la vieille question «révolution contre évolution» et celle de la capacité des mouvements intellectuels, populaires et syndicaux de mener une contre-offensive réellement efficace face aux forces économiques dominantes.

1 L'Université du Québec à Montréal des années soixante-dix

Rappelons que l'Université du Québec a été créée, en 1969, d'une part afin d'ouvrir plus grand l'accès aux études universitaires aux jeunes (et aux adultes) des classes sociales modestes et, d'autre part, comme institution critique visant à questionner le conservatisme des universités traditionnelles. À mon avis, quatre éléments ont favorisé la formation d'un noyau de professeures et de professeurs non seulement critiques à l'égard des pouvoirs dominants de la société, mais aussi activement impliqués dans les mouvements sociaux extérieurs à l'université.

Premièrement, même le département de sciences économiques était relativement ouvert, voulant se distinguer du département conservateur de l'Université de Montréal. Les professeurs en place ont accepté d'engager un certain nombre de nouveaux s'identifiant au marxisme et à d'autres courants de gauche. Durant les années soixante-dix ont été créés des cours d'épistémologie, d'histoire de la pensée économique, d'analyse marxiste et d'économie socialiste. On a formé ainsi un certain nombre de jeunes économistes qui, à leur tour, se sont impliqués dans les mouvements sociaux. Pour ma part, j'ai élaboré des cours de microéconomie centrés sur des questions politiques, comme les lois antitrust et le contrôle de l'investissement étranger, ainsi que des cours d'économie du travail à caractère institutionnaliste, avec une bonne dose d'histoire et une attention à l'incidence du syndicalisme sur la

détermination des salaires. J'ai aussi créé un cours sur la théorie postkeynésienne et un autre sur les femmes et l'économie.

Deuxièmement, le corps professoral a été syndiqué dès la création de l'UQAM. De plus, des professeurs plutôt radicaux ont décidé de mener une campagne pour s'affilier à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), ce qui fut fait en 1971, donnant ainsi le jour au Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ-CSN). Après une grève de trois semaines, la première convention collective a été signée. Un des éléments essentiels de cette convention, en plus d'une clause forte sur les libertés politiques et intellectuelles, était la mise en place d'un mécanisme qui permettait d'obtenir la permanence après seulement quatre années d'enseignement universitaire (dont au moins une à l'UQAM[1]).

Troisièmement, il s'est constitué, dès 1972, un collectif de femmes professeures qui ont créé en 1976 le Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur les femmes (GIERF), intégré en décembre 1990 à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF[2]). Restant largement en marge des structures formelles de l'université, ces professeures ont créé une banque de plus de 50 cours en études féministes dans une vingtaine de disciplines, une des banques les plus grandes et les plus diversifiées en études féministes du monde entier[3]. Cependant, ce n'est que dans les années quatre-vingt-dix que l'IREF a créé une concentration formelle en études féministes, d'abord au baccalauréat, ensuite à la maîtrise. Il n'a jamais été question d'instituer un diplôme spécialisé, même sous forme de certificat, afin

---

[1] *Convention collective de travail entre l'Université du Québec à Montréal et le Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec (SPUQ-CSN)*, 1er novembre 1971. L'annexe 3 est une entente de retour au travail qui indique que les cours «seront repris au point où ils ont été laissés le mardi 12 octobre 1971».

[2] La résolution 90-A-7535 du Conseil d'administration de l'UQAM a créé l'IREF.

[3] Chaire d'étude sur la condition des femmes, «Répertoire des cours femmes, féminismes, rapports de sexes offerts en français par 14 universités canadiennes (2e édition) 1990-1992», Québec, Université Laval, 1990. Ce document énumère 50 cours de premier cycle à l'UQAM dans 21 disciplines. Quoiqu'une dizaine de cours des deuxième et troisième cycles aient porté sur les études féministes ou les rapports entre les sexes, ces cours n'étaient pas encore rattachés au GIERF qui n'avait pas encore créé sa concentration au niveau de la maîtrise. L'Université Laval offrait 34 cours du baccalauréat et 21 cours aux 2e et 3e cycles dans 21 disciplines.

d'éviter de ghettoïser les étudiantes. Les professeures du GIERF ont aussi conçu un programme impressionnant de recherches féministes, se sont activement impliquées dans les services à la collectivité avec des groupes de femmes à l'extérieur de l'université et ont joué un rôle dans la défense des intérêts des femmes à l'intérieur de l'université, notamment dans des domaines comme la féminisation des titres, la politique contre le harcèlement sexuel et l'accès à l'égalité dans l'embauche.

Finalement, en 1979, l'UQAM a adopté une politique formelle de services à la collectivité, consolidant de la sorte des initiatives qui ont aussi donné lieu à la signature d'un protocole d'entente avec la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en 1976[4]. Par cette politique, l'UQAM acceptait de fournir «des ressources humaines et techniques [...] dans le cadre d'activités d'éducation et de recherche[5]». Ces activités devaient être orientées:

> [...] prioritairement auprès des collectivités qui n'ont pas traditionnellement accès aux ressources universitaires. Ceci comprend les populations désignées sous le vocable de milieux populaires et ouvriers ainsi que les autres catégories de populations visant à changer leur situation d'exclus, de défavorisés ou de dominés au sein de la société[6].

Par un lobbying actif, l'UQAM a même convaincu le ministère de l'Éducation de reconnaître ce volet comme partie intégrante de la mission universitaire et d'y réserver un maigre budget pour la réalisation de projets particuliers.

La mission des services à la collectivité a aussi été consacrée dans la convention collective du SPUQ, d'abord par son incorporation parmi les tâches officielles des professeurs[7]. Cela permettait à des personnes

---

[4]Après plusieurs années d'expérimentation, le Protocole d'entente UQAM-CSN-FTQ a été signé le 23 janvier 1976. La politique des services à la collectivité a été consacrée dans la Résolution 79-CE-242

[5]Commission des études, Résolution 79-CE-2421, paragr. 7.

[6]*Ibid.*, paragr.

[7]*Convention collective intervenue entre l'Université du Québec à Montréal et le*

comme moi, dont la plupart des recherches prennent la forme de recherches-actions avec des groupes de femmes, des syndicats ou d'autres groupes communautaires, de se faire évaluer positivement au sein de leur département. Ensuite, une banque de 20 dégrèvements (60 crédits) par année a été créée afin de permettre aux professeures et professeurs d'enseigner dans des programmes de formation sur mesure pour les groupes ciblés par la politique des services à la collectivité[8]. Les projets de services à la collectivité sont admissibles à une banque de 30 dégrèvements prévus à des fins de recherche, quoique, en général, ces dégrèvements soient accordés à des projets ayant obtenu de fortes subventions externes. Enfin, le comité des services à la collectivité a été inscrit comme un des comités relevant de la Commission des études[9], ce qui veut dire qu'en principe il ne pourrait être aboli sans l'accord du SPUQ.

2 Une économiste hérétique. L'essor d'une pratique en recherche-action

2.1 Confronter la théorie néoclassique qui, elle, renaît de ces cendres

Fille de deux sociologues[10], mais plutôt forte en mathématiques, j'ai choisi l'économie parce que je la percevais comme un croisement entre

---

Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ-CSN), juillet 1980. Curieusement, la toute première convention (art. 9.08) définissait «le service public à la collectivité» comme un des quatre éléments principaux «de la tâche normale d'un salarié». Les deux conventions suivantes, en précisant cette tâche, ont plutôt défini le service à la collectivité comme la participation à des comités externes à caractère universitaire ou syndical. La quatrième convention, celle de juillet 1980, stipulait dans les clauses 10.03 et 10.04 des tâches d'enseignement ou de recherche reliées à la nouvelle politique de services à la collectivité adoptée par l'université. Par contre, les «services à la communauté» (art. 10.05) continuaient à être axés sur les comités à caractère universitaire ou syndical. L'alinéa *e* du paragraphe 10.05.2 laissait la porte ouverte, cependant, à «la participation aux activités extérieures à l'Université du Québec mais reliées à la fonction du salarié à l'Université».

[8] *Ibid.*, art. 10.17.

[9] *Ibid.*, art. 7.10.

[10] Mon père, Arnold Rose, fut un sociologue assez connu avant son décès en 1968. Ma mère, Caroline Rose, a suivi une carrière davantage typique des femmes de sa génération, articulant ses activités professionnelles autour de celles de mon père — ils

la mathématique et la sociologie. Effectivement, dotée d'un esprit cartésien, je n'avais aucune difficulté à comprendre la théorie économique et à manipuler les modèles. Ayant fait mon baccalauréat à l'Université de Chicago, j'ai suivi le cours de théorie microéconomique de niveau maîtrise avec Milton Friedman, monétariste ultraconservateur qui dominait le département de sciences économiques et à qui est associée la réputation de cette université dans cette discipline.

C'est dans ce cours que j'ai eu la première inversion de vision gestaltiste[11], qui m'a amenée finalement à adopter un autre paradigme. À l'examen final, l'unique question portait sur un article de journal rapportant que la compagnie Ford venait de signer une entente d'exclusivité pour l'approvisionnement en vitres avec une compagnie X, qui s'engageait à son tour à n'acheter que des véhicules Ford pour sa flotte d'affaires. Ce que M. Friedman voulait comme réponse était d'abord qu'une telle situation ne pouvait relever de la concurrence parfaite, parce que, dans cette situation de marché, une compagnie réussit à vendre tout ce qu'elle désire au prix du marché et n'a donc pas intérêt à se lier les mains en ce qui concerne son propre approvisionnement. De plus, aucune des compagnies ne pouvait être un monopole, car, si elle l'était, l'autre compagnie serait obligée de s'approvisionner chez elle même sans entente. Les deux compagnies devaient donc être dans une situation d'oligopole parce que chacune tirait avantage de cette entente d'exclusivité. Ce que j'en retenais — parce qu'il me semblait que des ententes de cette nature, tout comme la recherche de clients liés, sont plutôt une pratique courante — , c'est qu'il n'y a presque pas de marchés qui correspondent aux conditions de concurrence parfaite. Nous vivons dans un monde d'oligopoles et de

---

ont écrit plusieurs livres ensemble — et ayant consacré l'essentiel de sa vie de jeune adulte à l'éducation de ses trois enfants. Moyennement intéressée par la recherche, elle était une pédagogue exceptionnelle. Elle a fini sa carrière à l'Université de Minnesota, au département d'où elle était exclue par des règles interdisant le népotisme pendant que mon père était encore en vie.

[11] L'expression est de T. Kuhn. Selon Kuhn: «Le passage d'un paradigme en état de crise à un nouveau paradigme d'où puisse naître une nouvelle tradition de science normale est loin d'être un processus cumulatif, réalisable à partir de variantes ou d'extensions de l'ancien paradigme. C'est plutôt une reconstruction de tout un secteur sur de nouveaux fondements.» (*La structure des révolutions scientifiques*, 2e éd., traduit de l'américain par L. Meyer, Paris, Flammarion, 1983, p. 124.)

concurrence monopolistique[12]. Or la théorie néoclassique traditionnelle essaie de nous convaincre que les vraies économies se rapprochent d'une situation de concurrence parfaite.

Admise au programme de maîtrise-doctorat à l'Université de Californie, à Berkeley, je ne savais pas qui était Keynes et j'ai dû me taper des lectures avant même de commencer des cours. Me spécialisant en économie du travail et en planification économique (dans le contexte des économies socialistes de l'Europe de l'Est), j'ai été en contact avec un grand nombre de professeurs de tendance plutôt centre gauche, principalement de l'école keynésienne américaine (Amartya K. Sen, Tibor Scitovsky, Benjamin Ward, Lloyd Ulman, Walter Galenson...). Il y avait, cependant, un bon nombre de néoclassiques orthodoxes qui donnaient surtout des cours de microéconomie et d'économétrie.

L'apport des soi-disant keynésiens me laissait perplexe; leur enseignement m'apparaissait profondément contradictoire. D'une part, ils acceptaient le modèle walrasien d'équilibre général qui est le cœur de la théorie économique néoclassique. Mathématisé par Paul Samuelson, ce modèle vise à démontrer que la concurrence parfaite, laissée à elle-même sans intervention gouvernementale, non seulement donne des résultats optimaux au sens de Pareto, mais aussi qu'elle élimine tout surplus ou pénurie dans tous les marchés. D'autre part, ils enseignaient la théorie keynésienne selon laquelle il est parfaitement possible pour une économie de marché de rester pendant longtemps dans un état de stagnation, avec des surplus de production généralisés, comme ça a été le cas pendant la Grande Crise.

Je suis convaincue que cette incohérence à l'intérieur de l'école keynésienne anglo-saxonne explique pourquoi, face à la remontée de la droite à la fin des années soixante-dix, la théorie keynésienne a perdu toute crédibilité, tant dans le milieu universitaire qu'auprès des gouvernements. Au milieu des années soixante-dix, l'apparition de la «stagflation», c'est-à-dire la présence simultanée de l'inflation et du chômage élevé, a remis en question la pratique de fignolage

[12]Alors que l'oligopole correspond à un marché dominé par quelques grandes firmes, un marché en concurrence monopolistique est composé d'un grand nombre de firmes de taille moyenne ou petite qui se distinguent par la différenciation de leurs produits.

macroéconomique préconisé par les keynésiens qui jusque-là avaient la haute main sur la politique économique des pays anglo-saxons. D'une part, leurs tentatives pour mater l'inflation par un contrôle des prix et des salaires furent vaines, car ils étaient incapables d'imposer des contraintes réelles sur les prix. D'autre part, leurs politiques de dépenses stimulatrices n'étaient pas assez vigoureuses pour réduire significativement le chômage, parce qu'ils avaient peur d'attiser l'inflation.

L'échec des remèdes keynésiens traditionnels a favorisé le retour en force des théories monétaristes de Friedman, auxquelles souscrivaient les politiciens conservateurs tels Thatcher, Reagan et Mulroney. Selon les tenants de ces théories, les cycles économiques et, par conséquent, le chômage sont le résultat d'interventions gouvernementales trop tardives qui, au lieu d'atténuer les creux et les sommets, les accentuent. Concrètement, ils ont appliqué, au début des années quatre-vingt, une politique monétaire extrêmement sévère. La récession qui en a découlé (comme celle du début des années quatre-vingt-dix au Canada) a été beaucoup plus grave et plus longue que toute autre récession depuis celle des années trente.

Cependant, cette intervention a réussi à juguler l'inflation. En fin de compte, la plupart des keynésiens ont épousé le modèle néoclassique: selon la nouvelle version, la seule contribution de Keynes a été de montrer que, pour des raisons institutionnelles, il y a un délai avant le retour à l'équilibre d'une économie de marché. De plus, le chômage serait, comme dans les années trente, la faute des chômeurs: ou bien ils s'attendent à des salaires excessifs par rapport aux «vraies valeurs» que détermine le marché, ou bien ils ne sont pas prêts à se recycler dans les nouveaux emplois de haute technologie[13].

La ligne d'action politique prônée par les adeptes de ces théories

---

[13]Les écrits de R. J. Gordon illustrent bien cette optique. Voir, par exemple, son manuel *Macroeconomics*, 5e éd., Glenview (Ill.), Scott, Foresman & Co. et Little, Brown Higher Education, 1990. Tout en se définissant comme un «néokeynésien» et en attaquant les monétaristes «purs», Gordon articule son analyse autour du «taux naturel de l'emploi», c'est-à-dire le taux qui serait défini par l'équilibre au sens walrasien. Comme les monétaristes, il considère que le contrôle de l'inflation doit être le principal objectif de la politique macroéconomique et il attribue les cycles récurrents aux tentatives des gouvernements pour pousser le taux de chômage en bas de son niveau «naturel».

consiste à éliminer toute entrave au fonctionnement du marché libre, notamment la réglementation et les subventions gouvernementales, ainsi que le pouvoir monopolistique que constituent les accréditations syndicales. En même temps renaissait le discours du libre-échange, c'est-à-dire la consécration du droit des sociétés multinationales de déménager leurs usines dans les pays (ou les États du sud des États-Unis) où les salaires sont faibles. Les taux élevés d'intérêt et l'écroulement des prix de matières premières ont placé les pays du tiers-monde dans une situation de faillite, permettant au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale de leur imposer des programmes d'ajustement structurel extrêmement cruels pour les populations locales et qui ne font que maintenir ces pays dans un cercle vicieux d'endettement.

Nous sommes entrés de plain-pied dans une ère de néoconservatisme.

2.2 Ma conversion au paradigme «kaleckien»

À Montréal, au début de ma carrière comme professeure, j'ai eu le deuxième renversement de vision *gestaltiste* qui m'a permis de changer réellement de paradigme. Tom (A.) Asimakopulos, professeur à l'Université McGill, venait d'écrire un article sur le modèle macroéconomique de Michal Kalecki dans lequel il démontrait les 0principales conclusions keynésiennes dans un contexte d'oligopole et de concurrence monopolistique[14]. Non seulement serait-il possible pour une économie de marché de stagner longtemps, mais l'exercice du pouvoir de monopole des grandes sociétés, surtout face aux travailleurs dont elles compriment le pouvoir d'achat, serait la principale cause des récessions économiques et de leur persistance.

---

[14] A. Asimakopulos, «A Kaleckian theory of income distribution», *Canadian Journal of Economics*, août 1975, p. 313-333. M. Kalecki était un économiste polonais, d'inspiration marxiste, qui a élaboré une théorie semblable à celle de Keynes au moins deux années avant la publication de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Cependant, étant donné que son ouvrage a été publié d'abord en polonais, il est toujours beaucoup moins connu que Keynes. Son livre le plus accessible en français est *Théorie de la dynamique économique*, traduit par M. Lutfalla (Paris, Gauthier-Villars, 1966).

Contrairement aux prédictions des néoclassiques, la capacité des travailleuses et des travailleurs d'accroître leur salaire au même rythme que la croissance de la productivité préviendrait les récessions et serait une des principales explications des «trente glorieuses» (la période 1945-1975). C'est donc l'érosion des salaires, depuis la fin des années soixante-dix, qui serait en grande partie responsable du chômage persistant et de la lenteur des reprises.

Après avoir relu la *Théorie générale* de Keynes pour la nième fois, j'ai demandé à M. Asimakopulos quels étaient, selon lui, les fondements microéconomiques de cette théorie. Il a répondu que Keynes était confus. Tantôt, il présumait la concurrence parfaite et le retour à l'équilibre par les forces du marché, tantôt il présumait la présence de concurrence monopolistique et le non-équilibre.

Tout d'un coup, j'ai compris ce qui m'avait toujours semblé incohérent non seulement dans les écrits de Keynes, mais aussi dans tous les cours de théorie microéconomique et macroéconomique que j'avais suivis. Essentiellement, si, comme Kalecki, on construit une théorie macroéconomique sur l'hypothèse d'oligopole et de concurrence monopolistique, l'ensemble du modèle de Keynes a du sens, parce que ces deux situations de marché ne sont pas des approximations imparfaites de la concurrence parfaite. Ce sont des situations dans lesquelles les entreprises créent constamment des surplus de capacité. On vit dans un monde où non seulement l'économie ne tend pas vers l'équilibre, mais où la notion même d'équilibre n'a pas de sens. Il faut donc jeter à la poubelle l'ensemble du modèle de l'offre et de la demande, ainsi que son extension par Walras en un modèle d'équilibre général. Il faut penser l'économie comme un ensemble de rapports de force entre sociétés oligopolistiques, entre la classe ouvrière et la classe capitaliste et entre nations. Bref, on revient à une dialectique marxiste, mais sans la théorie de la valeur du travail qui ne tient pas sur le plan logique[15].

---

[15] À ce titre, je suis plutôt d'accord avec Joan Robinson pour qui le concept marxiste de la valeur du travail est un concept métaphysique, fécond sur le plan idéologique, mais sans intérêt comme outil d'analyse du fonctionnement d'une économie. Dans *An Essay on Marxian Economics* (2e éd., Londres: Macmillan, St.

Je m'identifie donc comme une kaleckienne, une robinsonienne[16] et une institutionnaliste[17]. Une des forces du modèle kaleckien, comme fondement de la théorie économique, c'est que, contrairement au modèle néoclassique et certaines versions du marxisme, il ne déduit pas une réponse *a priori* à toute question que l'on peut poser. Il nous force à regarder le monde autour de nous pour comprendre ce qui se passe. La répartition du revenu, par exemple, n'est pas le résultat inexorable du fonctionnement des marchés, comme veut nous le faire croire le modèle néoclassique. Elle résulte plutôt de l'opération des institutions que se donnent les sociétés humaines et des rapports de force qui se développent aux diverses époques historiques. En ce sens, le modèle kaleckien se rapproche de l'analyse marxiste, du moins la version d'Engels.

2.3 Les femmes et l'économie

Il y a vingt ans, le département des sciences économiques de l'UQAM s'est engagé à donner priorité à l'embauche de femmes dans le contexte d'une politique universitaire d'accès à l'égalité. On compte actuellement trois femmes dans un corps professoral de 30 personnes et

---

Martin's Press, 1966), elle écrivait que Piero Sraffa aimait la taquiner, disant qu'elle traitait Marx comme un prédécesseur peu connu de Kalecki. En effet, on peut voir l'analyse kaleckienne comme une synthèse des théories marxiste et keynésienne.

[16] Joan Robinson était une économiste anglaise qui a commencé sa carrière dans les années trente à Cambridge, dans la coterie de John Maynard Keynes. Elle a écrit *The Economics of Imperfect Competition* (Londres, Macmillan, 1933) qui est généralement considéré comme partie du corpus de la théorie keynésienne de l'époque. Écrivaine prolifique, son livre le plus important est sans doute *The Accumulation of Capital* (3e éd., Toronto, Macmillan, 1969), qui a donné lieu à un débat avec Paul Samuelson sur la nature du capital et le sens de la substitution entre capital et travail. Cependant, comme le dit Thomas Kuhn (ouvr. cité, p. 156), deux écoles scientifiques qui relèvent de deux paradigmes différents s'engagent dans un dialogue de sourds, et Robinson est largement oublié par les économistes modernes. À mon avis, elle méritait un prix Nobel, bien plus que Paul Samuelson.

[17] L'institutionnalisme, une approche inductive qui part de constatations sur le fonctionnement concret de l'économie par opposition à l'approche déductive qui caractérise davantage les théories néoclassiques et marxistes, est associé aux économistes comme Sidney et Béatrice Webb, Thorsten Veblen et l'école de John Commons en économie du travail.

il pourrait n'en rester bientôt qu'une seule. Et ce département est loin d'être un cas isolé. En 1992, aux États-Unis, les femmes constituaient seulement 15,4 % des professeurs à temps plein en économie dans les institutions postsecondaires, comparativement à 27,5 % dans les sciences sociales et à 33,3 % pour l'ensemble des disciplines[18]. Pourquoi y a-t-il si peu de femmes en économie, alors que dans certains bastions traditionnellement masculins, comme les facultés de droit, de médecine ou de sciences administratives, elles sont maintenant majoritaires parmi les étudiants aux niveaux du baccalauréat et de la maîtrise et le seront bientôt au doctorat? Bien sûr, les femmes sont encore sous-représentées dans le corps professoral en sciences sociales et dans les facultés de droit, d'administration et de médecine, mais elles font des progrès réguliers et vont atteindre le seuil critique de 40 % dans la prochaine génération. Seuls le génie et la plupart des sciences physiques demeurent aussi peu accueillants pour les femmes que la «science» économique.

Est-ce parce qu'il n'y a pas beaucoup de femmes titulaires d'un diplôme de doctorat en sciences économiques? C'est une partie du problème, car il est vrai que les femmes demeurent encore très minoritaires à ce niveau d'études. Mais on compte au Québec au moins une douzaine de femmes qui ont passé leur doctorat en sciences économiques et qui, ayant été refusées par tous les départements de sciences économiques, se retrouvent dans des départements de relations industrielles, des organismes gouvernementaux ou d'autres institutions périphériques. Pourquoi les juge-t-on insuffisamment qualifiées pour appartenir à un département de sciences économiques?

À mon avis, c'est parce que la plupart de ces femmes ont, comme moi, une approche inductive et ont jugé bon, au début de leur carrière, d'acquérir une expérience pratique dans des milieux autres que l'université, notamment les milieux syndicaux ou gouvernementaux. Elles ont fait des recherches appliquées, qui s'éloignent de l'approche économétrique standard, issue d'une analyse déductive néoclassique. Elles estiment que la publication de documents et de rapports de recherche vulgarisés destinés à un public non économiste est aussi

---

[18] U.S. Department of Education, *1998 Digest of Educational Statistics*, tableau 229.

valable que la publication dans des revues savantes à lectorat restreint. Aussi, dans un processus d'embauche, leur *curriculum vitae*, se compare mal à ceux de jeunes hommes bien entraînés par leurs mentors masculins à jouer le jeu défini par les milieux universitaires. De plus, compte tenu des conflits internes entre progressistes et conservateurs que connaissent les départements de sciences économiques et qui rendent la vie quotidienne passablement désagréable, plusieurs femmes ont décidé de ne pas poser leur candidature. Enfin, des étudiantes prometteuses arrêtent d'étudier après le baccalauréat ou la maîtrise ou choisissent de faire un doctorat dans une autre discipline.

Dans ce contexte, on voit plus clairement pourquoi, à une période particulière de l'histoire de l'UQAM, j'ai été une exception, ayant pu obtenir ma permanence malgré un profil non conforme aux standards universitaires.

2.4 Le mouvement des femmes: mon point d'attache

Déjà durant mes études secondaires, je participais à des mouvements de contestation de la ségrégation raciale aux États-Unis et au mouvement américain pour la paix. Entrée à l'Université de Chicago à l'âge de seize ans[19], j'ai poursuivi ces activités politiques, ce qui a entraîné mon adhésion au Young People's Socialist League (YPSL), l'aile jeunesse du Parti socialiste, lié à la IIe Internationale, d'allégeance trotskiste. Je prenais part à des *sit-in* et à diverses manifestations contre la ségrégation raciale touchant les écoles et les quartiers résidentiels de la ville de Chicago (l'université était, après l'Église catholique, le plus grand propriétaire foncier de la ville et refusait de louer aux Noirs, même à ses propres étudiants). J'ai étudié également à l'Université de Californie, à Berkeley, à l'époque du *Free Speech Movement*, qui était une lutte pour le droit des étudiants d'organiser des contestations politiques sur le campus de l'université[20].

---

[19] Ayant un frère d'un an plus âgé que moi, j'ai appris à lire à l'âge de cinq ans en suivant ses exercices scolaires et j'amusais les amis de mes parents en lisant le *New York Times*. De plus, j'ai été acceptée dans un programme spécial de *early entrant* de l'Université de Chicago sans avoir fait ma 12e année.

[20] Plus spécifiquement, nous manifestions contre le racisme du *Oakland Tribune*, dont le propriétaire ultraconservateur exerçait une pression sur l'université pour

Après deux années à Paris, je suis arrivée à Montréal en 1970, en pleine crise d'Octobre. Je cherchais des mouvements sociaux dans lesquels m'impliquer. J'ai trouvé ma niche à partir de 1978, lorsque le GIERF, à mon instigation, a formé un comité pour explorer, avec certains groupes de femmes, la possibilité de créer un institut, modelé sur l'Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT), dont l'objectif serait, en plus de la mise sur pied d'un centre de documentation spécialisé, de faire de la recherche, de la formation et de la consultation auprès des groupes de femmes. Malheureusement, le gouvernement du Québec entendait plutôt mettre fin au financement de l'IRAT et n'était pas intéressé à soutenir un nouvel institut sur le même modèle. Les groupes de femmes ont donc dû être plus modestes en créant Relais-femmes dont le financement de base a été, par la suite, assuré par le Programme de promotion des femmes du gouvernement fédéral. En 1982, Relais-femmes a signé un protocole d'entente avec l'UQAM, sur le modèle du protocole UQAM-CSN-FTQ, et peu à peu, la culture de recherche-action et de services à la collectivité est devenue partie intégrante de la pratique professionnelle d'un grand nombre des membres du GIERF-IREF.

Personnellement, j'ai commencé, en 1978, par une recherche sur le financement des garderies pour le Regroupement des garderies du Québec. Depuis lors, l'essentiel de ma recherche a pris la forme de projets de services à la collectivité avec les groupes de femmes, des syndicats et des groupes populaires. Malgré mes habiletés mathématiques et logiques, j'ai été incapable de faire de la recherche traditionnelle dans le cadre de la théorie néoclassique, ce qui explique en grande partie pourquoi je n'ai jamais terminé ma thèse de doctorat[21]. Je voulais que ma recherche colle au réel et serve concrètement à des groupes. Donc, je me trouvais tout à fait épanouie dans la recherche-action et la recherche politique appliquée.

---

restreindre les activités sur le campus.

[21] Mes compétences ont été reconnues ailleurs et autrement. En 1999, la Fédération des femmes du Québec m'a octroyé le prix Idola Saint-Jean pour mon «apport éminent à la cause des femmes» et en 1988 j'ai été la récipiendaire du prix Muriel-Duckworth décerné par l'Institut canadien pour la recherche et les études féministes (ICREF) pour «une contribution remarquable à l'avancement des femmes au Canada grâce à ma recherche-action dans le domaine de la justice sociale».

Les trente dernières années ont été marquées par une véritable révolution de la situation des femmes, du moins dans les pays industrialisés, dont le Québec et le Canada. Les femmes ont acquis le droit de s'éduquer et de travailler. Elles s'infiltrent dans presque toutes les professions et commencent à pénétrer le milieu politique. On a modernisé le droit familial, donnant aux femmes un statut d'égalité avec leurs maris. Peu à peu, des mécanismes ont été mis en place pour permettre de mieux concilier les responsabilités familiales avec un travail rémunéré, malheureusement moins ici qu'en Europe, mais plus qu'aux États-Unis.

Au cours de cette période, j'ai réalisé une grande variété de recherches, dont certaines ont eu des répercussions dans les politiques gouvernementales, grâce à l'acharnement des groupes de femmes. La lutte pour convaincre le gouvernement du Québec d'assumer le financement de base des services de garde a obtenu un succès éclatant avec l'adoption, en 1997, d'une politique offrant une place à cinq dollars par jour à tout enfant qui en a besoin[22]. J'ai aussi fait plusieurs recherches pour le Regroupement des maisons d'hébergement et de transition pour les femmes victimes de violence conjugale, qui ont contribué à l'élaboration d'une politique de financement relativement intéressante à la fin des années quatre-vingt, mais qui stagne depuis.

À vrai dire, la plupart de mes recherches, comme les interventions des mouvements féministes et populaires, sont plutôt tombées dans l'oreille d'un sourd. Par exemple, en 1983, j'ai mené une recherche, avec Michel Grant et Pierrette Tétreault, sur le travail à domicile dans l'industrie du vêtement[23]. Les forces inexorables de la mondialisation

---

[22] L'instauration de la politique ne veut pas dire que tous les problèmes sont réglés pour autant. Il manque encore des places et la formule de financement pour les centres à la petite enfance n'est pas encore assez généreuse, mais c'est une percée majeure en Amérique du Nord. Outre mon étude de 1978, j'ai maintenu des contacts étroits avec les divers regroupements de garderie et, peu avant l'adoption de la politique, j'ai effectué une étude pour le Comité sur l'éducation à la petite enfance du Conseil supérieur de l'éducation (R. Rose, avec la collaboration de D. Richard, *Les coûts et les bénéfices d'un programme éducatif préscolaire, universel, facultatif et gratuit, Estimation d'une proposition du Conseil supérieur de l'éducation*, mai 1996).

[23] R. Rose et M. Grant, assistés de P. Tétreault, *Le travail à domicile dans*

continuent de miner l'industrie; le travail à domicile et la désyndicalisation ne cessent de progresser.

Le plus gros de mes recherches a porté sur des questions de sécurité sociale et de fiscalité: régimes de retraite, assurance-chômage, aide sociale, allocations familiales, traitement des femmes et des familles (particulièrement les familles monoparentales) dans la fiscalité, pensions alimentaires, etc. Les victoires dans ce domaine ont été peu nombreuses depuis vingt ans. Tout au plus, la contestation populaire a-t-elle réussi à freiner ou à faire nuancer les coupes que les gouvernements voulaient pratiquer.

J'ai aussi joué un rôle important à l'intérieur de diverses coalitions, notamment Solidarité populaire Québec et le Réseau canadien d'action, à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix. En 1989-1990, j'ai été vice-présidente du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCASF, mieux connu sous son acronyme anglais NAC ou National Action Committee on the Status of Women). J'ai même été candidate pour le Nouveau Parti démocratique (NPD) en 1988, pendant la courte période où l'on croyait pouvoir passer par-dessus les questions constitutionnelles et trouver des perspectives communes à la gauche québécoise et à la gauche anglo-canadienne.

Cependant, mes incursions au Canada anglais m'ont plutôt fait comprendre le sens de l'expression «les deux solitudes». Maîtrisant l'anglais, je ne forçais pas les milieux anglophones à faire les concessions nécessaires lorsqu'ils doivent travailler avec des francophones. De plus, je ne réussissais pas à intéresser les Québécoises francophones à des questions d'ordre fédéral. Je me retrouvais par conséquent isolée. Je suis par conséquent retournée à mes vraies amours, le mouvement féministe québécois.

3 L'intellectuelle dans la cité et la cité dans l'intellectuelle

---

l'industrie du vêtement au Québec, recherche effectuée pour l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames et pour les Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile, dans le cadre du protocole UQAM-CSN-FTQ, et imprimée par la FTQ, vers 1983. Voir aussi R. Rose et M. Grant, «L'encadrement du travail à domicile dans l'industrie du vêtement», *Relations industrielles*, vol. 4, no 3, 1985, p. 473-494.

3.1 Qu'est devenue la gauche?

La période 1960-1990 a été une période de foisonnement intellectuel passionnant du côté de la gauche, au Québec, mais aussi ailleurs. C'est alors que sont apparus les courants radicaux américains, les postkeynésiens, les régulationnistes et diverses révisions du marxisme.

Au Québec, en économie, le département de sciences économiques de l'Université McGill comptait un noyau de penseurs de gauche et attirait un nombre significatif de diplômés de l'UQAM pour des études de deuxième et de troisième cycle. Nous nous réunissions, économistes, politologues, juristes, sociologues et autres, de milieux universitaires, collégiaux et syndicaux, dans l'Association d'économie politique (AEP), dans un séminaire sur l'économie du travail organisé par Lise Poulin-Simon et Jacques Desmarais à l'IRAT, et nous collaborions avec des Canadiens anglais du Centre canadien pour les politiques de rechange (CCPA ou Canadian Centre for Policy Alternatives). Ces échanges de points de vue permettaient d'alimenter l'action syndicale, féministe et populaire. Certaines personnes, notamment Lise Poulin-Simon et Diane Bellemare, ont même réussi à convaincre le Parti Québécois d'inscrire l'objectif de plein-emploi dans sa plateforme politique.

Néanmoins, le néolibéralisme avançait, tel un rouleau compresseur. Pourquoi?

Les intellectuels de gauche n'avaient pas tous la même compréhension de la situation. Le groupe formé à McGill (ou proche de cette école comme moi) était plutôt social-démocrate et keynésien ou kaleckien à divers degrés. Il y avait aussi un bon nombre de marxistes, mais chacun avait sa propre interprétation. L'école régulationniste française, qui comptait aussi des adhérents, se caractérisait par un rejet des théories keynésiennes qu'elle associait à la politique économique dominante et à la faillite de cette politique à la fin des années soixante-dix. Finalement, ce milieu comptait des personnes auxquelles il était

difficile de coller une étiquette[24].

Ce manque de cohésion sur les plans intellectuel et politique n'était pas, et n'est toujours pas, exclusif à la communauté d'économistes progressistes du Québec. Partout, surtout depuis la chute du mur de Berlin, les communistes, les socialistes et les sociaux-démocrates sont en déroute. Lorsque les partis sociaux-démocrates prennent le pouvoir — que ce soit en Ontario, en Colombie-Britannique ou au Québec, en France, en Angleterre ou en Allemagne — , ils finissent par adopter le programme de la droite. Les multinationales, appuyées par la politique internationale des États-Unis et par les institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale, imposent à tous les États une seule et même conduite économique. Comme le disait un analyste financier français avant l'élection de Schroeder en Allemagne, seul un gouvernement social-démocrate serait capable d'amener la classe ouvrière allemande à faire les concessions nécessaires pour aligner l'Allemagne sur les principes du libre-échange de la Communauté économique européenne[25].

Au sein du département de sciences économiques de l'UQAM, les

---

[24] À l'Université McGill, les deux penseurs critiques dominants étaient Jack Weldon et Tom Asimakopulos, tous deux décédés prématurément à la fin des années quatre-vingt. S'y trouvaient aussi les économistes du travail Lee Soderstrom et Sid Ingerman, diplômés de l'Université de Californie, à Berkeley, comme moi, et d'autres économistes critiques comme Kari Levitt, Alan Fenichel ou Tom Naylor. À l'UQAM, il y avait Diane Bellemare et Paul-Martel Roy, titulaires d'un doctorat de McGill, Gilles Dostaler (maîtrise de McGill et doctorat français), Jacques Peltier, Bernard Élie, Louis Gill et moi-même. Quelques autres personnes ont passé, mais ne sont pas restées. Dans notre milieu, et avec une formation de McGill, il y avait Lise Poulin-Simon et Ginette Dussault, chercheuses en milieu syndical, entrées plus tard au département de relations industrielles à l'Université Laval, Margie Mendell de l'Université Concordia, Mario Seccareccia, maintenant à l'Université d'Ottawa, Marie-Thérèse Chicha, maintenant professeure en relations industrielles à l'Université de Montréal, et un certain nombre de titulaires d'un diplôme de maîtrise dont Josée Lamoureux, Sylvie Morel, Michel Cournoyer, Vincent Van Schendel, Michel Lizée et Michel Paquette. D'autres économistes, travaillant ailleurs, notamment Diane-Gabrielle Tremblay, Christian Deblock et de nombreux économistes syndicaux, ont participé à la vie intellectuelle de ce groupe. Mes excuses à ceux et celles que j'oublie.

[25] Conversation privée avec mon mari, Michel Lizée, qui est président du comité de placements du régime de retraite de l'Université du Québec.

progressistes sont devenus de plus en plus isolés. Des conflits acharnés au sujet de l'embauche, les nombreuses grèves des professeurs, des chargés de cours, des étudiants ou du personnel de soutien à la fin des années soixante-dix ont créé une atmosphère lourde et inamicale. Des professeurs centristes, qui, au début des années soixante-dix, étaient plutôt ouverts au pluralisme idéologique, sont devenus franchement agressifs, appuyant l'embauche de professeurs de droite. De plus, la perte de crédibilité de la théorie keynésienne a amené les centristes à abandonner le peu d'éléments critiques que contenait leur discours. La plupart d'entre eux ont rallié l'école néoclassique, alors que d'autres sont restés éclectiques et confus.

Enfin, le décès de Jack Weldon, de Tom Asimakopulos et, plus tard, de Lise Poulin-Simon ainsi que la retraite de plusieurs, comme Jacques Peltier ou Sid Ingerman, ont décimé les rangs des économistes progressistes de McGill et de l'UQAM. Diane Bellemare a quitté le département des sciences économiques, lasse des attaques personnelles de la droite, et Louis Gill a trouvé refuge dans l'action syndicale au sein du SPUQ. Les professeurs n'étant plus assez nombreux, ni à l'UQAM ni à McGill, pour assurer aux étudiants une formation économique critique à côté de celle de l'école néoclassique dominante, la relève semble problématique.

3.2 L'espoir?

Là où il y a de la vie, il y a de l'espoir, dit-on. Certaines des institutions créées par les économistes de gauche dans les années soixante-dix et quatre-vingt continuent d'évoluer, notamment l'AEP et sa revue, *Interventions économiques*, le CCPA, à Ottawa, qui, depuis quelques années, publie un *Budget fédéral alternatif* fort intéressant, Solidarité populaire Québec et le Forum pour l'emploi. Le mouvement féministe n'a jamais été aussi vigoureux et est en train de bouleverser l'histoire avec la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Ensuite, les contestations internationales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont très encourageantes: non seulement des militants de gauche, mais aussi des gouvernements du tiers-monde, contestent les règles qui leur sont imposées. Sur le plan canadien, le mouvement étudiant, plutôt amorphe il y a dix ans, reprend de la vigueur, manifeste,

conteste, s'organise.

Sera-t-il possible pour une jeune génération de professeurs d'université québécois de maintenir une autonomie intellectuelle et une implication politique du même type que celles de ma génération? Probablement pas au même degré. Le Québec des années soixante et soixante-dix était une société qui permettait une grande mobilité sociale et ma génération — même si je ne suis pas originaire du Québec — a été capable de créer plusieurs institutions nouvelles. Aujourd'hui, l'UQAM n'est plus nouvelle et elle se conforme de plus en plus au modèle traditionnel. Il n'est pas surprenant que la plupart des jeunes professeurs se sentent obligés de donner priorité à la publication dans des revues savantes.

Néanmoins, les mécanismes protecteurs instaurés dans les années soixante-dix et quatre-vingt demeurent et pourraient permettre à celles et ceux qui suivent de briser le moule, du moins une fois qu'ils auront obtenu leur permanence. Ces protections sont celles que j'ai énumérées au début: une convention collective et un syndicat forts, une politique institutionnalisée de services à la collectivité, l'IREF et certains autres noyaux de professeurs avec un programme progressif de recherche et de formation. Mais ces protections doivent être continuellement défendues à l'intérieur de l'université. Il faut que la relève comprenne leur importance. Les professeures et les professeurs de ma génération s'approchent de l'âge de la retraite. Malheureusement, les compressions que nous avons connues ces dernières années n'ont pas permis de former une relève suffisante. Les prochaines années seront cruciales, parce que, avec le refinancement des universités et un nombre croissant de départs, une nouvelle génération de professeurs entrera à l'université. Ces gens assureront-ils la continuité d'une approche critique et contestataire? Ou s'interresseront-ils strictement à une carrière universitaire traditionnelle? En économie, je ne vois pas beaucoup d'espoir.

Mon fond de matérialisme dialectique marxiste me dit, cependant, que ce ne sont pas les intellectuels qui changent le monde, mais plutôt le monde qui forme les intellectuels pour répondre aux exigences du moment. Le nouvel impérialisme américain et l'hégémonie des méga-corporations sont tellement forts que seule une radicalisation de la classe

ouvrière permettrait de faire véritablement contrepoids à leurs visées. Cette «classe ouvrière» doit inclure une bonne partie de la classe moyenne, dont les assises créées par la prospérité de l'après-guerre sont minées par le néolibéralisme. La solution se fondera-t-elle sur la propriété collective des moyens de production, comme le prévoyait Marx? Je manque peut-être d'imagination, mais j'ai de la difficulté à concevoir une économie moderne très centralisée; les expériences des pays du bloc soviétique n'ont pas été reluisantes. Je crois que les corporations privées sont là pour rester.

Je vois plutôt une nouvelle forme de réglementation du capital, imposée par des instances supranationales comme la Communauté économique européenne, qui forceraient les entreprises à respecter les droits du travail et les normes environnementales, qui les taxeraient suffisamment pour rétablir le rôle de l'État dans les domaines des services sociaux et de la sécurité du revenu. En fait, je continue de trouver le modèle suédois intéressant et je suis d'avis que son déclin est attribuable au fait que les partis bourgeois, élus en 1976, ont autorisé les sociétés suédoises à exporter du capital et les sociétés étrangères à acheter des sociétés suédoises. Il n'est pas possible d'instaurer le socialisme dans un seul pays, comme le disait Lénine. Il faudrait donc établir des mécanismes qui obligent toutes les multinationales à jouer selon les mêmes règles et qui les empêchent de forcer les gouvernements nationaux à abandonner leurs programmes sociaux sous prétexte de maintenir la compétitivité.

Cet objectif exige-t-il une révolution ou une évolution? J'imagine difficilement une révolution armée au sens léniniste. Cependant, arriver à apporter un vrai contrepoids au capitalisme dominant exigerait une politicisation massive et des luttes de même intensité qu'au début du siècle. Les intellectuels de gauche pourraient jouer un rôle important dans l'expression de cette contestation, mais ils sont eux-mêmes encore très divisés. Certains, désillusionnés par le conservatisme des directions syndicales et la trahison des partis sociaux-démocrates, ont fait une croix sur le mouvement ouvrier ainsi que sur toute forme de parti politique. Ils voient le salut dans les nouveaux mouvements populaires tels ceux qui organisent les manifestations contre l'OMC et la Marche mondiale des femmes et qui se manifestent dans les pays du tiers-monde. Certes, ce sont des acteurs importants, des forces vives qui

captent l'imagination publique et contribuent à la conscientisation. Mais, à mon avis, ces acteurs doivent se donner des partis politiques qu'ils contrôleraient. Ils doivent prendre le pouvoir politique, au lieu de rester éternellement des groupes de pression. De plus, il faut confronter les corporations sur le terrain de la production et seuls les syndicats sont capables de le faire.

Que fait une intellectuelle qui croit en une forme de révolution, dans une période non révolutionnaire? Le vieillissement et les déceptions répétées m'amènent avec d'autres à trouver des compromis qui sont acceptables. Un des avantages à être isolée au sein de mon département est que je peux me permettre d'esquiver une grande partie du travail administratif et m'investir davantage dans des groupes de femmes à l'intérieur (IREF) ou à l'extérieur de l'université. Parfois, le militantisme se mêle à la recherche au sens propre[26]. Mais en même temps, j'ai de moins en moins de contacts avec des étudiants, puisque la chute de la clientèle en économie, les compressions budgétaires et le conservatisme croissant du département ont eu pour effet de faire annuler une grande partie des cours spécialisés que je donnais. J'ai aussi réduit ma participation à Solidarité populaire Québec et aux coalitions *ad hoc* liées aux budgets fédéral et provincial, parce que je manque de temps et que les résultats concrets ne sont pas manifestes.

Peut-on exercer une influence autrement, notamment par des interventions publiques ou des recherches? Peut-être. Paradoxalement, il n'a jamais été aussi facile qu'aujourd'hui d'obtenir des subventions. Le gouvernement fédéral, qui ne veut pas réinvestir dans les programmes sociaux, a découvert qu'en finançant davantage la recherche il peut être visible à peu de frais et tenir occupés et redevables les groupes populaires et les intellectuels. Ainsi, il vient de créer le programme des Alliances de recherche universitaires-communautaires (ARUC) qui octroie, sur une base pluriannuelle, plusieurs centaines de milliers de

---

[26] J'ai toujours limité mon implication organisationnelle dans des groupes de femmes, non seulement parce que ce n'est pas ma force et par manque de temps, mais aussi parce que la recherche exige une certaine objectivité et qu'il faut éviter de prendre parti dans les débats internes ou entre groupes. En revanche, j'ai accepté de représenter la Fédération des femmes du Québec dans la Coalition sur l'équité salariale ainsi que dans le Regroupement pour un régime québécois d'assurance parentale, où j'ai aussi apporté certains éléments d'expertise.

dollars pour effectuer différentes formes de recherche-action à l'extérieur de l'université. L'IREF et Relais-femmes, ainsi qu'une coalition en économie sociale sous la direction de Benoît Lévesque du département de sociologie de l'UQAM, viennent d'obtenir de telles subventions. Mais il existe aussi les instituts de santé, les subventions stratégiques du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH), des petits programmes comme Visions sur la garde des enfants, les projets administrés par Condition féminine Canada, etc.

En acceptant de telles subventions, pouvons-nous demeurer réellement critiques? Ou sommes-nous en train de jouer leur jeu?

Ruth ROSE
Département de sciences économiques
Université du Québec à Montréal